

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et le programme  
Pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2021

### Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour
  - Changements importants aux autorisations
  - Changements importants touchant les dépenses trimestrielles
- Risques et incertitudes
- Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et le programme
- Approbation des hauts fonctionnaires
- Annexe

### Introduction

---

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables : GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le présent rapport financier trimestriel devrait être lu parallèlement au [Budget principal des dépenses de 2021-2022](#).

Une description sommaire des activités du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) se trouve dans la [partie II du Budget principal des dépenses](#). Pour en savoir plus sur le mandat de l'OSSNR, consultez son site web, à l'adresse suivante : <https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/>.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen externe.

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

### Mandat

---

L'OSSNR est un organisme de surveillance externe indépendant qui relève du Parlement. Créé en juillet 2019, il est chargé d'examiner les activités en matière de sécurité nationale et de renseignement du gouvernement du Canada afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la loi, raisonnables et nécessaires. L'OSSNR entend également les plaintes du public concernant les principales organisations et activités de sécurité nationale. L'OSSNR a remplacé le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS), qui examinait les activités du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ainsi que celles liées à la révocation et au refus des habilitations de sécurité. Il entend également les plaintes visant le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), ainsi que les plaintes relatives à la sécurité nationale visant la GRC.

### Méthode de présentation

---

Le présent rapport été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport présente les autorisations de dépenser accordées à l'OSSNR par le Parlement ainsi que les autorisations que l'OSSNR a utilisées, conformément au Budget principal des dépenses pour l'exercice 2021-2022. Le rapport financier trimestriel a été préparé à l'aide d'un référentiel d'information financière à usage particulier (comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière liés à l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois, sous forme d'autorisations législatives de dépenser à des fins déterminées.

### Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour

---

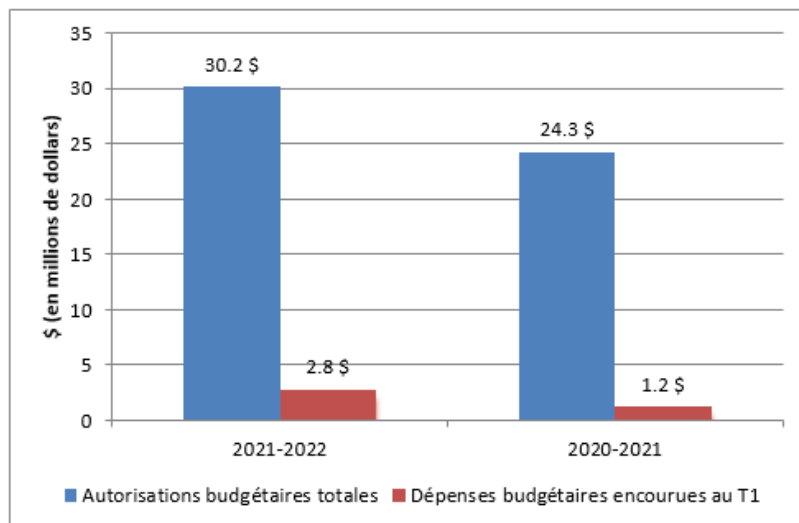
La présente section expose les éléments importants qui ont contribué à l'augmentation nette ou à la diminution nette des autorisations disponibles au cours de l'exercice et des dépenses réelles durant le trimestre qui s'est terminé le 30 juin 2021.

L'OSSNR avait dépensé environ 9 % de ses autorisations à la fin du premier trimestre, comparativement à 5 % durant le même trimestre en 2020-2021 (voir le graphique 1 ci-dessous).

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

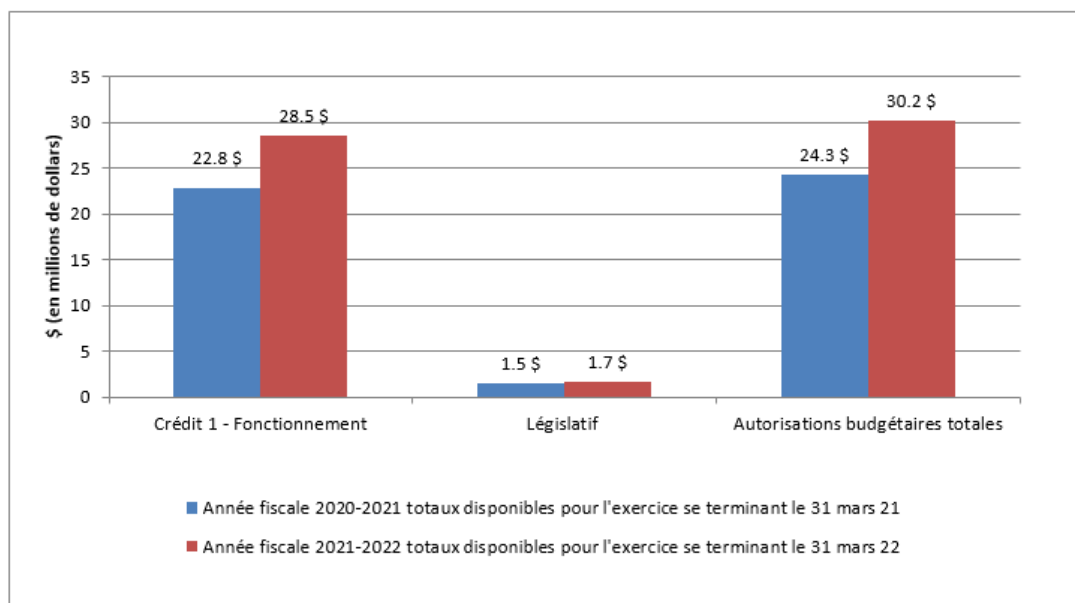
**Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires et des dépenses budgétaires nettes cumulatives au premier trimestre des exercices 2021-2022 et 2020-2021**



### Changements importants aux autorisations

Selon le graphique 2 ci-dessous, au 30 juin 2021, l'OSSNR disposait d'autorisations de 30,2 millions de dollars à utiliser en 2021-2022, contre 24,3 millions de dollars au 30 juin 2020, ce qui revient à une augmentation nette de 5,9 million de dollars ou 24,3 %.

**Graphique 2 : Variation des autorisations au 30 juin 2020**



# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

L'augmentation des autorisations de 5,9 million de dollars s'explique principalement par l'intensification du financement approuvé pour le mandat de l'OSSNR et l'approbation d'un report de fonds à l'exercice 2021-2022 pour la réalisation de projets de locaux et d'infrastructures.

### Changements importants touchant les dépenses trimestrielles

Les dépenses du premier trimestre ont totalisé 2,7 millions de dollars, soit une augmentation de 1,5 million de dollars par rapport au 1,2 millions de dollars de dépenses encourues au cours de la même période en 2020-2021. Le tableau 1 présente les dépenses budgétaires par article courant.

**Tableau 1**

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2021-2022 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 juin 2021	Exercice 2020-2021 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 30 juin 2020	Variation en \$	Variation en %
Personnel	2 312	1 111	1 201	108%
Transports et communications	13	7	6	86%
Information	2	50	( 48)	(96%)
Services professionnels et spéciaux	196	68	128	188%
Réparation et entretien	8	0	8	100%
Services publics, fournitures et approvisionnements	3	9	( 6)	(67%)
Acquisition de machines et de matériel	216	0	216	100%
Autres subventions et paiements	12	0	12	100%
<b>Total gross budgetary expenditures</b>	<b>2 762</b>	<b>1 246</b>	<b>1 516</b>	<b>122%</b>

\* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

### *Effectif*

L'augmentation de 1,2 million de dollars est liée au personnel supplémentaire embauché pour soutenir le nouveau mandat de l'OSSNR ainsi qu'à la hausse des dépenses législatives en 2021-2022.

### *Transport et communications*

L'augmentation de 6 000 \$ s'explique principalement par la réinstallation d'un employé.

### *Renseignements*

La diminution de 48 000 \$ s'explique par des dépenses plus basses pour les abonnements électroniques.

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

### *Services professionnels et spéciaux*

L'augmentation de 128 000 \$ est principalement attribuable aux contrats de services de conseillers en gestion, comprenant des services consultatifs en matière d'approvisionnement et d'affaires.

### *Services de réparation et d'entretien*

L'augmentation de 8 000 \$ est liée aux coûts d'aménagement des locaux à bureaux.

### *Services publics, fournitures et approvisionnements*

La diminution de 6 000 \$ s'explique principalement par la baisse des dépenses pour les produits de nettoyage et l'équipement de protection individuelle requis en raison de la pandémie par rapport à 2020-2021.

### *Acquisition de matériel et d'équipement*

L'augmentation de 216 000 \$ est principalement liée à l'acquisition de matériel informatique et des produits de cybersécurité connexes.

### *Autres subventions et paiements*

L'augmentation de 12 000 \$ est attribuable aux multiples trop-payés salariaux traités au premier trimestre de 2021-2022.

## Risques et incertitudes

---

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur la capacité de l'OSSNR de développer son organisation d'une manière qui soit à la hauteur de son nouveau mandat. Les exigences en matière d'éloignement physique ont réduit la capacité du personnel à travailler simultanément avec les ministères et les organismes faisant l'objet d'un examen. Ainsi, l'OSSNR a revu son plan d'examen et a accéléré l'introduction d'une nouvelle approche pour l'examen des plaintes.

La capacité d'embaucher un nombre suffisant d'employés qualifiés en fonction des échéances demeure un risque à court et à moyen terme pour l'OSSNR, surtout que de nombreux postes exigent des connaissances et compétences spécialisées. En plus de cette difficulté, notons l'obligation pour les candidats d'obtenir une cote de sécurité de niveau Très secret, ce qui peut entraîner de sérieux retards, surtout durant la pandémie.

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

Bien que l'OSSNR ait pu obtenir des locaux temporaires pour répondre à ses besoins immédiats, l'aménagement de ces locaux a pris un important retard en raison de la pandémie. L'OSSNR travaille en étroite collaboration avec Services publics et Approvisionnement Canada et Services partagés Canada pour accélérer les plans d'expansion des bureaux.

La capacité de l'OSSNR d'accéder aux renseignements nécessaires à son travail et de s'entretenir avec les intervenants compétents dans le but de comprendre les politiques, les activités et les problèmes persistants est étroitement liée à la capacité des ministères et organismes faisant l'objet d'un examen de répondre aux demandes de l'OSSNR. Les répercussions de la pandémie, notamment sur la capacité de l'OSSNR d'effectuer du travail classifié, et les contraintes sur le plan du personnel des ministères et organismes faisant l'objet d'un examen continuent de retarder la réalisation des examens.

L'OSSNR surveille de près les mouvements de paye pour recenser et régler en temps utile les paiements insuffisants et les paiements excédentaires. Il continue d'appliquer en permanence les mesures d'atténuation mises en place en 2016.

Des mesures d'atténuation pour les risques décrits ci-dessus ont été définies, et elles sont prises en compte dans l'approche de l'OSSNR en ce qui concerne la conduite de son mandat.

### Changements importants touchant le fonctionnement, le personnel et le programme

---

La pandémie a imposé des changements dans la façon dont l'OSSNR mène ses activités. L'exigence d'éloignement physique et les difficultés actuelles concernant les locaux de la zone de haute sécurité ont motivé la décision de l'OSSNR d'autoriser les employés à travailler à des dossiers non sensibles depuis leur domicile.

À la fin mars 2021, l'OSSNR a été victime d'une cyberattaque sur son réseau public. L'attaque n'a pas touché ses réseaux classifiés. Cette attaque a mené l'OSSNR à changer son modèle d'exploitation des technologies de l'information (TI) et, depuis, l'Office utilise l'infrastructure de TI du Bureau du Conseil privé pour la conduite de ses activités non classifiées et jusqu'à Protégé B.

L'honorable Marie Deschamps a récemment été nommée présidente intérimaire de l'OSSNR.

Il n'y a eu aucun changement au programme de l'OSSNR.

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

---

Approbation des hauts fonctionnaires :

---

John Davies  
Directeur exécutif

---

Pierre Souigny  
Directeur principal, Services généraux  
Dirigeant principal des finances

*Ottawa, Canada*  
*Date :*

# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

### Annexe A

#### Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2021

#### ÉTAT DES AUTORISATIONS (*non-vérifié*)

	Exercice 2021-2022			Exercice 2020-2021		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2020	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	28 490	2 336	2 336	22 801	875	875
Autorisations législatives budgétaires - Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 705	426	426	1 484	371	371
Autorisations budgétaires totales	30 195	2 762	2 762	24 285	1 246	1 246
<b>AUTORISATIONS TOTALES</b>	<b>30 195</b>	<b>2 762</b>	<b>2 762</b>	<b>24 285</b>	<b>1 246</b>	<b>1 246</b>

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordée par le Parlement à la fin du trimestre.



# Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

## Rapport financier trimestriel

### Annexe B

#### Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2021

#### Dépenses ministérielle budgétaires par article courant (*non-vérifié*)

	Exercice 2021-2022			Exercice 2020-2021		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2020	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
(en milliers de dollars)						
<b>Dépenses:</b>						
Personnel	13 222	2 312	2 312	11 510	1 111	1 111
Transports et communications	673	13	13	1 162	7	7
Information	375	2	2	364	50	50
Services professionnels et spéciaux	5 904	196	196	3 250	68	68
Location	188	0	0	237	0	0
Services de réparation et d'entretien	8 737	8	8	7 134	0	0
Services publics, fournitures et approvisionnements	103	3	3	173	9	9
Acquisition de matériel et d'outillage	991	216	216	393	0	0
Autres subventions et paiements	0	12	12	63	0	0
<b>Dépenses budgétaires brute totales</b>	<b>30 195</b>	<b>2 762</b>	<b>2 762</b>	<b>24 285</b>	<b>1 246</b>	<b>1 246</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>30 195</b>	<b>2 762</b>	<b>2 762</b>	<b>24 285</b>	<b>1 246</b>	<b>1 246</b>

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.